

Normandie, terre de djihad ?



Article rédigé par *Didier Patte*, le 02 août 2016

[Source : Les 4 vérités]

Communiqué – Mouvement Normand : Normandie, terre de djihad ?

Communiqué n° 242 – Semaine 31 – Août 2016

Normandie, terre de djihad ?

On sait que les journalistes ne donnent pas toujours dans la nuance, pourtant, en ce mardi 26 juillet, au lendemain de l'odieux meurtre de Saint – Etienne du Rouvray, il suffisait d'entendre, par exemple, la station de radio Europe n° 1, pour que notre Région fût cataloguée de la plus triste manière. Nous avons voulu par les commentaires qui vont suivre exprimer, d'une part, une légitime indignation, mais, d'autre part, regarder sans complaisance la réalité d'une situation que bon nombre de nos compatriotes ont occultée jusqu'à ce jour.

Pour ce faire, nous avons consulté nos archives de presse (Directorat Noir : Faits de société – Rubrique : insécurité autre que sanitaire) et... le dossier est déjà fort impressionnant.

AGRESSION CONTRE NOTRE IDENTITE

La communauté catholique normande est en deuil à la suite de l'attentat du lundi 25 juillet 2016 (une date qu'il faudra retenir !), survenu à Saint-Etienne du Rouvray, au cours duquel un prêtre, le Père Jacques Hamel, octogénaire apprécié de ses paroissiens, a été égorgé par deux nervis, qui ont, d'autre part, blessé grièvement un témoin. Ils ont été éliminés par les forces de l'ordre accourues en toute hâte. C'est un attentat islamiste, d'ailleurs revendiqué par le pseudo – Etat islamique. (Nous refusons de le désigner sous l'acronyme « Daesch », qui est une manière comme une autre de masquer la réalité, et nous parlons de « pseudo » Etat islamique parce qu'il ne s'agit en fait que d'un groupement de fait, plus ou moins maffieux, ayant imposé sa loi sur une portion des territoires syrien et irakien sans que les attributs habituels d'un Etat ne soient reconnus). Cet attentat fait suite à d'autres exactions criminelles survenues en France, mais aussi dans d'autres pays européens. C'est la première fois qu'en France un ministre du culte chrétien est assassiné de la sorte, en pleine église, à l'issue d'une messe... mais des exemples de ce genre abondent, hélas, notamment au Proche-Orient, au détriment des communautés chrétiennes orientales. La volonté d'éradication des cultes autres que musulman est manifeste (cf les Yazidis, les Baha'is, etc.) et le fanatisme d'origine salafiste – voire wahabite – s'exerce aussi aux dépens des Chiites, autre branche de l'Islam... Ce que nous retenons, c'est que la gangrène terroriste gagne petit à petit nos pays, avec les mêmes buts et les mêmes méthodes que celles qui sévissent dans le monde musulman.

UN SYMBOLE FOUDROYE

L'affaire est particulièrement grave : en s'en prenant à la communauté catholique normande, dans une église, en plein office, à un ministre du culte, c'est plus que symbolique. Il faut partir de l'idée – que l'on soit croyant ou athée, chrétien, juif ou même musulman – que la communauté catholique normande est identitairement essentielle – dans tous les sens du terme – en Normandie et que la population vit, quelle que soit sa confession ou son orientation philosophique « à l'ombre du clocher de nos villages ou de nos paroisses ». C'est donc la Normandie (la France par extension) qui est attaquée, son identité, son être

profond. La guerre qui nous est faite est, à la fois, guerre civile, guerre sociale, guerre religieuse, conflit intergénérationnel (ne pas oublier que le Père Jacques Hamel était octogénaire) et affrontement entre les sexes (quelle est la place de la femme dans la société islamique ?)... Bref, c'est bien une guerre de civilisation qui commence sous nos yeux et, quoi qu'on en pense, il n'y a pas d'accommodement possible avec cette barbarie. Lutte à mort. Lutte contre la culture de mort. Lutte pour la vie.

INDIGNATION, PAS RESIGNATION !

L'indignation est générale : elle l'était déjà lors du récent attentat de Nice, de l'attaque du Bataclan, celle du journal Charlie – Hebdo et on peut remonter loin, non seulement en France, mais aussi dans les autres pays européens et maints pays du Moyen – Orient ou de l'Asie du Sud – Est. Les populations sont sidérées et expriment leur solidarité avec les victimes. De plus en plus, dans l'opinion publique, se pose la question : que fait-on dans ce type de conflit, dit asymétrique ? Les réponses divergent. Elles ne sont pas faciles, mais quand comprendra – t – on qu'elles sont nécessairement différentes de nature selon le type de responsabilités qui incombent aux détenteurs d'autorité ?

Au plan moral – et, là, par exemple, l'Eglise ne peut que rappeler le message traditionnel des clercs : « **Nous ne devons avoir d'autres armes que la prière, le pardon et la fraternité** », dit Mgr Lebrun, archevêque de Rouen, primat de Normandie. Cette position irénique, angélique est certainement mal comprise des simples laïcs que nous sommes : ne sonne – t – elle pas comme une sorte de réprobation de la réponse létale des forces de l'ordre qui ont « descendu » les deux criminels de Saint-Etienne du Rouvray ? La réponse est évidemment négative : **la défense de la société doit répondre aux critères de la Loi et la protection des populations exige, le cas échéant, l'emploi de la force et des armes.** Il ne s'agit pas de la raison d'Etat, mais de la volonté de sauvegarder l'ordre sans lequel le fameux (et dégoulinant de « moraline ») « vivre ensemble » ne serait qu'une funèbre plaisanterie. Il y a donc le plan moral, d'une part, qui est du ressort des forces spirituelles, et, d'autre part, **le plan politique – au sens de l'organisation de la cité – , dont l'éthique s'intitule rigueur, honnêteté, responsabilité, efficacité, etc.** En ces temps de débats dans l'opinion publique, il serait bon de ne pas confondre ces deux plans et, donc, il faut demander, par exemple, aux responsables politiques de ne pas prendre les responsabilités qui sont les leurs en fonction des critères spirituels qui sont l'apanage des représentants des religions. Au Moyen-Age, on admettait que la société fût partagée entre « oratores », « bellatores » et « laboratores » (ceux qui prient, ceux qui combattent et protègent et ceux qui produisent). Cela n'a pas vraiment changé, même si nos sociétés se sont beaucoup complexifiées.

LES METASTASES DU CANCER DJIHADISTE EN NORMANDIE

Mais venons-en à la question initiale : Normandie, terre de djihad ? Disons tout de suite que la Normandie n'est pas indemne de la contagion djihadiste, même si d'autres régions lui disputent le triste privilège d'être une terre contaminée par ce fléau.

Une commission d'enquête parlementaire du Sénat, dans laquelle deux sénatrices de Normandie ont joué un rôle moteur, Mme Corine Féret (P.S. – Calvados) et Mme Nathalie Goulet (U.D.I. – Orne), a établi et fait connaître à la fin de l'année dernière – voir Ouest-France du 30 décembre 2015 – l'ampleur du phénomène de la radicalisation dans nos départements. Ces chiffres, qui sont repris ces jours-ci dans les commentaires post-attentat de St Etienne du Rouvray, doivent être présents à l'esprit des observateurs.

285 habitants de la Normandie sont « signalés » et il semble que la progression de ces signalements s'accélère : six mois avant, il y en avait deux fois moins. C'est ainsi que, dans le Calvados, on est passé de 44 à 96 individus signalés, dans la Manche, de 14 à 29, dans l'Orne, de 16 à 41, dans l'Eure, de 11 à 45, en Seine-Maritime, de 46 à 74.

Y a – t – il accélération de la radicalisation ou meilleure connaissance du phénomène grâce à de meilleures techniques de renseignements ou de dépistages ? Les deux sans doute. A noter que ces données datent de six mois. Qu'en est-il précisément aujourd'hui ?

La Normandie est-elle plus touchée que les autres régions ? Il ne le semble pas, mais cela reste à démontrer (la détection est – elle la même partout ?). Mais, avant même l'attentat de St Etienne du Rouvray, on a beaucoup parlé du phénomène djihadiste en Normandie pour une raison principale : deux de ces malfaisants

ont fait parler d'eux (Maxime Hauchard et Fabien Clain) parce qu'ils sont des « convertis » et qu'ils se sont distingués (sic !) sur les réseaux sociaux. De là à dire que les djihadistes potentiels de Normandie sont majoritairement des convertis, ce serait abusif. Il y en a, comme il y a des « fiches S » d'origine extérieure. A noter cependant que la grande majorité est de nationalité française (souvent d'ailleurs détenteurs de double nationalité).

Des communes paraissent plus « contaminées » que d'autres : ainsi Hérouville-Saint-Clair, que la presse a surnommée le « Lunel » normand, Alençon, les ports (et, là, il faut s'interroger aussi sur le phénomène des migrants : y a-t-il relation de cause à effet ?) et les villes ou communes où se trouvent des centres de détention : Val de Reuil, Saint-Aubin – Routot, Condé sur Sarthe...

BIEN CIBLER L'ENNEMI

La vraie question que l'on doit se poser : ce phénomène connu n'est – il que la partie émergée d'un iceberg ? Nous nous garderons bien de répondre car nous ne disposons pas d'éléments pour en juger. Mais cela entraîne d'autres interrogations. S'agit – il d'un vivier d'individus potentiellement définis comme « loups solitaires » ou bien de la réserve d'un réseau relativement structuré, avec des cellules dormantes aptes à se réveiller un jour ou l'autre ? Pour notre part, nous penchons pour la seconde option, nettement plus inquiétante que la première, car cela suppose du côté des commanditaires (qui ?) une stratégie de déstabilisation de notre société, graduée dans l'amplification et la détermination des cibles.

En attendant une suite que nous craignons de prévoir, considérons que nous n'en sommes qu'à la phase « symbolique ». Entendons par là la remise en cause des symboles de notre société.

L'attentat de Saint-Etienne du Rouvray vise la communauté catholique normande, c'est-à-dire la partie essentielle de la population de la Région (pratiquants, non-pratiquants, athées imprégnés par l'héritage chrétien et chrétiens des autres confessions). C'est en outre un sacrilège : l'assassinat d'un ministre du culte en son église pendant un office. Le but est de terroriser et de créer des fractures irrémédiables dans le corps social. La phase suivante – prévisible – visera la partie de la communauté musulmane qui affiche sa solidarité avec l'ensemble de la population. La notion de « mécréants » chez ces fanatiques touche autant les « roumis » que les déviants selon l'islam salafiste...

QUELLE ACTION ET REACTION ?

Le Mouvement Normand doit avoir l'humilité de reconnaître qu'il n'a pas de solutions toutes faites pour enrayer cet angoissant phénomène. Tout au plus peut-il suggérer des pistes de résistance.

D'abord, **la LUCIDITE**. Savoir ce qui se passe et non minimiser le défi qui nous est lancé. Désigner l'ennemi. Sans complaisance. Là où il est, c'est-à-dire chez nous, parmi nous.

Ensuite, **la DETERMINATION**. Pour les autorités, utiliser TOUTES les armes – nous disons bien les armes – pour casser les reins à cet hydre aux multiples ramifications. Il n'y a pas d'accommodement possible avec les sectateurs de cette engeance. Au niveau des simples citoyens que nous sommes, la vigilance de tous les instants, avec un soutien sans faille des forces de l'ordre.

Enfin, **l'EDUCATION**. Plutôt le civisme que l'endoctrinement pour les « valeurs républicaines », dont on se berce de mots creux. La devise de la République, « Liberté, Egalité, Fraternité » ne manque ni de grandeur, ni d'ambition. Mais il faut bien comprendre qu'elle s'adresse à une population formatée – même si elle a été laïcisée par notre héritage des Lumières et par la belle Loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, par des siècles de christianisme, voire un substrat libertaire du paganisme antique. Cette devise – qui est la nôtre et que nous ne voulons pas oublier – est-elle bien admise comme référence par les groupes venus d'ailleurs et qui n'ont pas encore assimilé la nécessaire distinction entre le libre arbitre individuel et l'encadrement communautaire... ? Cela, c'est à l'Ecole – donc à l'Etat directement en matière de programmes – de le mettre en œuvre, c'est à l'enseignement public ou privé (avec ou sans contrat) de l'inculquer. Mais il y a plus : et, là, à notre niveau et à celui de la Région, il y a beaucoup à faire... Nous pensons qu'un jeune, de quelque origine qu'il soit, doit être « imprégné » du contexte régional dans lequel il

vit. Quelle perception a –t -il de l'héritage culturel régional qui devrait l'intéresser, lui ouvrir l'esprit, en un mot, l'enraciner ?

Beaucoup d'entre nous qui avons été formés dans les écoles laïques de la République (et que nous respectons) ont souffert, à l'âge adulte, d'une certaine ignorance du fait religieux à cause d'un dévoiement de la laïcité en laïcisme. Tout un pan de notre héritage nous a été caché. Quelle compréhension pourrions-nous avoir des monuments de l'architecture et de la littérature sans ces connaissances. Il ne s'agit pas de vouloir réintroduire un catéchisme à l'école, mais de faire comprendre un environnement, en particulier spirituel... Comparaison n'est pas raison, certes, mais peut-on imaginer l'état d'ignorance et de désarroi de populations allogènes (même au bout de plusieurs générations) si, lors de leurs jeunes années, on ne leur a pas fait connaître leur environnement culturel, historique, artistique, etc. ? Comment peut-on les concerner aux problématiques de notre société si on ne leur explique pas concrètement et non pas abstraitement ce qui distingue la Région où ils vivent des contrées d'où ils viennent (et qu'ils ne connaissent d'ailleurs pas non plus, mais qu'ils fantasment... ?

La tâche éducative est immense : il faut sans doute la repenser totalement.

En conclusion (provisoire, car nous aurons à en connaître plus pour la décennie à venir), nous pensons qu'il faut aller au-delà de l'indignation, de la compassion, qu'il faut rester lucides, patients sans doute, mais fermes et déterminés. **C'est notre société, notre civilisation qui sont attaquées. Défendons-nous !**

Didier PATTE, ancien Président du Mouvement Normand